

4 décembre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Jean-François Bizot et publiée dans "Actuel" le vendredi 4 décembre 1987, sur l'exercice du pouvoir et l'idéologie.

QUESTION `Jean-François Bizot`.- Vous avez eu deux expériences à l'Élysée, avant et après la cohabitation, ce qui est unique. Maintenant que vous avez davantage le temps de réfléchir...

- LE PRESIDENT.- Rassurez-vous, j'ai toujours pris le temps de réfléchir, ce qui est bien la moindre des choses, et de réfléchir en particulier à l'équilibre des pouvoirs. De 1981 à mars 1986, j'ai voulu rendre des responsabilités au gouvernement de la République, responsabilités réduites depuis 1958 au bénéfice du Président. Contrairement à l'idée répandue je n'ai pas eu à concéder grand chose après mars 1986.

- QUESTION.- Ah bon !

- LE PRESIDENT.- Avec Pierre Mauroy et Laurent Fabius, j'avais un type de rapports, une relation de confiance personnelle et politique qui me le permettait. Hier, j'avais à restituer au gouvernement sa fonction. Aujourd'hui, j'ai à préserver les compétences du Président de la République. Au fond les deux exercices sont complémentaires.\

QUESTION.- Beaucoup de gens se demandent s'il y a encore une frontière droite - gauche ces temps-ci.

- LE PRESIDENT.- Gauche et droite ne sont pas des mots voués à l'éternité mais ils disent bien ce qu'ils veulent dire. Il y aura toujours des gens qui voudront que rien ne change, soit parce qu'ils y ont intérêt, soit par paresse d'esprit. Ou bien parce qu'ils sont influencés par la société dominante et des valeurs à elle. Marx l'a bien exprimé en parlant du lumpenproletariat : privés d'instruction les plus exploités sont dépendants de ceux qui les exploitent. Cela fait partie des évidences. Mais il y aura toujours aussi d'autres hommes et d'autres femmes que leurs goûts, que leur réflexion, que leur condition porteront au changement, qui croiront au mouvement, au progrès, qui auront la conviction, serait-ce illusoire, que le temps avance.

- QUESTION.- Vous-même, vous pensez que le temps avance ?

- LE PRESIDENT.- L'image classique du fleuve qui va vers la mer correspond assez bien à l'idée que j'ai de l'histoire. Peu m'importe qu'elle soit usée. Certes, les besoins fondamentaux de l'homme, corps et esprit, restent semblables à eux-mêmes. Mais l'expression de ces besoins, le désir, le style, le langage, l'ordre des priorités évoluent avec les époques, de même que les rapports de force politiques et sociaux. Il y aura toujours un parti de l'ordre établi et un parti du mouvement.

- QUESTION.- Cela me rappelle une phrase que vous m'aviez dite il y a plus de dix ans au sujet de Mao Tsé Toung : "Mao avait probablement raison quand il pensait qu'il fallait changer son parti politique tous les dix ans". Peut-on le faire ?

- LE PRESIDENT.- La question se pose en effet à tout organisme, à toute institution : vaincre ses pesanteurs. C'est difficile. Cela fait mal. On en voit se transformer, s'adapter au changement, une fois, deux fois, rarement trois fois, et c'est à ce moment-là que l'histoire les rejette !

- QUESTION.- Vous avez l'impression que vous avez réussi vous-même cette évolution plusieurs fois ?

- LE PRESIDENT.- Je m'y efforce en tout cas. Je suis, comme les autres, guetté par la sclérose, dans mes modes de penser. de sentir et d'agir. Je le sais et i'v veille. A vous de iuger si i'v

...réussis. La sclérose commence tôt.

- QUESTION.- Cela peut commencer à vingt ans...

- LE PRESIDENT.- Dans de nombreux sports un athlète est vieux en effet à vingt ans.\

QUESTION.- Depuis que vous êtes à l'Elysée, vous n'avez pas eu l'impression que le pouvoir vous isolait ?

- LE PRESIDENT.- Pas tellement. Non.

- QUESTION.- Vous continuez à vous promener ?

- LE PRESIDENT.- Oui, tous les jours. Je marche dans les rues de Paris. C'est une discipline physique et mentale. Et de voir l'animation, les passants, les devantures, de respirer l'air de Paris, cela représente pour moi un attrait incessant. Qu'il se crée une distance à l'égard du Président, j'en conviens. Cela tient à l'idée que les gens se font de l'institution. Il y a dans leur attitude un côté révérentiel qui remonte à des millénaires, à l'égard du pouvoir. Mais cette révérence est toujours discrète, jamais basse. Et puis la quantité de travail à fournir, les obligations font que je ne peux pas rencontrer aussi facilement qu'avant mes amis. Dans toute vie, avec les êtres qu'on aime, l'absence finit par nuire. Il faut y prendre garde. Enfin, je n'ai pas à me plaindre. En plus de mes promenades quotidiennes, je vais parfois au cinéma, au théâtre, au restaurant, je reçois, j'écoute, je lis. Non, je ne me sens pas enfermé.

- QUESTION.- Mais quand arrive le pouvoir, on est d'un coup très entouré.. Beaucoup de gens s'intéressent à vous tout d'un coup, vous tiennent des propos très aimables...

- LE PRESIDENT.- Assurément. Cela fait partie des choses cent fois dites sur la -nature humaine !

- QUESTION.- On arrive à faire le tri ?

- LE PRESIDENT.- On peut se tromper. Je suis cependant d'une méfiance assez aigüe. Je ne crois pas beaucoup aux compliments même quand ils me font plaisir.

- QUESTION.- Vous en avez entendu pas mal quand même ?

- LE PRESIDENT.- J'en entends toujours. J'entends aussi le contraire.\

QUESTION.- Quand on exerce un pouvoir, on se trouve confronté à des problèmes épineux par rapport à ses amitiés.

- LE PRESIDENT.- Cela ne m'est pas arrivé.

- QUESTION.- Comment ? Ca ne vous est pas arrivé ?

- LE PRESIDENT.- Je veux dire que j'ai connu des problèmes épineux mais que je n'ai pas perdu mes amis.

- QUESTION.- Vous êtes avec un de vos amis qui partage votre travail, et tout d'un coup il y a des problèmes, des erreurs, des fautes, comment on fait ? Vous êtes un homme fidèle en amitié.

- LE PRESIDENT.- Oui, on peut être amené à désapprouver l'action d'un ami, et donc à le remplacer. Je ne l'ai pas fait sans tristesse. Mais quand on le doit...

- QUESTION.- Vous avez tendance à soutenir vos amis le plus longtemps possible ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est vrai.

- QUESTION.- Ce qui n'est pas forcément compris.

- LE PRESIDENT.- Peut-être...

- QUESTION.- Quand on exerce le pouvoir, cela peut finir par créer des difficultés.

- LE PRESIDENT.- Cela n'est pas allé jusque là.

- QUESTION.- Même dans le cas de votre grande fidélité pour Charles Hernu ? Cela ne vous a pas causé de soucis...

- LE PRESIDENT.- Je ne condamne pas les gens comme ça, y compris et surtout mes amis, simplement parce qu'on les accuse.

- QUESTION.- Vous les soutenez.

- LE PRESIDENT.- Là où je suis le service de l'Etat passe d'abord. Mais je les soutiens, oui, et je compte sur le soutien qu'ils s'apporteront à eux-mêmes. J'espère toujours qu'ils ont raison.

- QUESTION.- On n'est pas dans la même situation quand il n'y a pas le pouvoir à la clé. C'est un dilemme moral.

- LE PRESIDENT.- Si un ami, et je détache cette considération du cas de Charles Hernu, si un ami est coupable d'une faute, il est comptable de cette faute. L'intérêt public l'exige. Mais on

peut aussi, au pouvoir, se séparer d'un ami pour des raisons d'opportunité politique, de circonstance. J'ai fait plusieurs choix comme ça, qui m'ont été douloureux. Jean-Pierre Chevènement, qui est un homme que j'aime beaucoup, a quitté le gouvernement sur la gestion de l'industrie avant d'y revenir, pour le plus grand bien de l'éducation nationale. Je me sens extrêmement proche de Pierre Mauroy et pourtant j'ai dû appeler un autre Premier ministre. C'est comme ça.\

QUESTION.- Passons aux bonnes intentions. Rappelons-nous l'histoire Kadhafi. Quand vous avez été le voir en Crète, vous ne pouvez pas dire que cela n'a pas provoqué de commentaires très divers...

- LE PRESIDENT.- Nous avons pris rendez-vous, le Colonel Kadhafi et moi, parce que la France et la Libye avaient décidé de retirer leurs armées du Tchad, donc pour parler de la paix. Or, très peu de jours avant la date de la rencontre, j'ai su que cet accord n'était pas respecté par les Libyens. Du coup, j'ai changé de discours et dit à mon interlocuteur qu'il prenait le risque de la guerre, que la France resterait aux côtés du Tchad, qu'il ferait bien d'y réfléchir.

- QUESTION.- Ce genre de situation entraîne quand même des commentaires assez déplaisants.

- LE PRESIDENT.- Cela m'est égal, tout à fait égal, quand j'ai la conviction qu'il faut agir ainsi. En l'occurrence, mon objectif était l'indépendance et l'unité retrouvées du Tchad en évitant que la France ne fût mêlée plus que de raison à la guerre. N'est-ce pas ce qui est arrivé ?

- QUESTION.- Reste qu'un chef d'Etat n'a pas toute liberté face à ses impulsions. Qu'il doit calculer. A l'époque, les gens n'ont pas compris...

- LE PRESIDENT.- Je répète que quand je suis convaincu qu'il y va de l'intérêt de la France, je ne prête pas attention aux critiques.

- QUESTION.- Les mêmes incompréhensions sont apparues quand vous avez reçu Jaruzelski.

- LE PRESIDENT.- Egalement.

- QUESTION.- Vous vous étiez forcément posé la question avant ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu. J'ai reçu le chef de l'Etat Polonais parce que la France était le seul grand pays d'Europe qui restait absent de Pologne et que c'était dommage. Je n'allais tout de même pas refuser de le recevoir en fonction de je ne sais quel interdit qui épargnait la plupart des autres dirigeants occidentaux et qui ne s'appliquait pas au Pape ! Il y avait au surplus de l'hypocrisie à réserver un sort spécial au général Jaruzelski par -rapport aux chefs d'Etat de l'Europe de l'Est. Je l'ai reçu. Et je lui ai dit ce que j'avais à lui dire.

- QUESTION.- De toute façon, vous avez connu toutes sortes de commentaires...

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas un souci pour moi. On connaît trois ou six mois difficiles et puis l'opinion comprend.\

QUESTION.- Vous avez dû être surpris par la résurgence du problème colonial dans les années 80...

- LE PRESIDENT.- Surpris, non. Résurgence coloniale, oui, ou plutôt, permanence.

- QUESTION.- L'affaire de la Nouvelle-Calédonie a dû vous étonner. Les Canaques ont monté des barrages sous le gouvernement de la gauche quand même, non ?

- LE PRESIDENT.- Les Canaques n'agissent pas selon les méandres de la politique métropolitaine française. Ils défendent ce qu'ils estiment être leurs droits.

- QUESTION.- C'est une tâche inaboutie...

- LE PRESIDENT.- Le statut Pisani avait permis de rétablir le calme et de dessiner l'avenir. Nous cherchions à ouvrir l'éventail des choix, sans exclure à terme l'indépendance, ce qui était considérable. Je continue de penser que si indépendance il y a, elle ne sera possible que dans la paix civile revenue. C'est ce que j'avais dit à M. Tjibaou dès notre premier entretien il y a de cela plusieurs années.

- QUESTION.- Et les émeutes à Tahiti... Toute cette imagerie à fleurs ! J'envoie un journaliste et il me ramène des images de ghetto...

- LE PRESIDENT.- A Tahiti, l'affaire a été mal engagée.

- QUESTION.- Quelle est notre marge de manoeuvre ?

- LE PRESIDENT.- Bien utilisée, grande.

QUESTION.- Et à Paris ?

- QUESTION.- Et la vôtre ?

- LE PRESIDENT.- Tahiti relève de la politique intérieure pour ce qui touche à sa vie quotidienne. Donc du gouvernement. Moi j'ai la charge de veiller au respect des principes de notre République comme aux justes intérêts des populations qui la composent.\

QUESTION.- Quand la gauche est arrivée au pouvoir, vous avez dû vous poser la question du nombre d'hommes à changer dans l'appareil d'Etat et à la tête de l'économie.

- LE PRESIDENT.- Il fallait changer les hommes, mais sans excès, aux postes qu'on appelle stratégiques. Quand on a un programme de nationalisation par exemple, il vaut mieux nommer des responsables qui y croient plutôt que ceux qui n'y croient pas. C'est un problème pratique. Mais cela n'oblige pas à changer tout le monde et partout. Sur les sept grandes entreprises industrielles nationalisées, hors la sidérurgie, le gouvernement Mauroy a gardé deux de leurs PDG.

- QUESTION.- Depuis que Chirac est Premier ministre, vous n'avez pas été surpris par sa volonté d'en changer trop ?

- LE PRESIDENT.- Il y a un moment en tout cas où il faut savoir s'arrêter. Toute épuration, toute élimination systématique des gens qui font normalement leur travail et qui se comportent honnêtement, est inacceptable. Tel était mon raisonnement en 1981. Tel est mon raisonnement en 1987.

- QUESTION.- Y a-t-il des corps constitués qui ont limité votre marge de manoeuvre lorsque vous êtes arrivé au pouvoir ?

- LE PRESIDENT.- Il existe des lourdeurs qui ne semblent pas relever directement de la politique mais qui finissent par peser sur la politique. Un exemple ? L'inspection des finances, composée, au demeurant, de gens de qualité.

- QUESTION.- C'est toujours en rapport avec des mécanismes financiers. C'est donc là que le bât blesse le plus ?

- LE PRESIDENT.- Le ministère de l'économie et des finances contrôle et fait agir d'autres ministères que l'on croit autonomes, l'agriculture, l'industrie, etc. Ses hauts fonctionnaires sont partout. Leur compétence s'impose d'elle-même. Mais on aboutit de la sorte à une excessive concentration de pouvoirs.\

QUESTION.- On a toujours dit que la droite est plus à l'aise au pouvoir que la gauche parce qu'elle contrôle mieux les circuits financiers grâce à toutes les affinités qu'elle y entretient.

- LE PRESIDENT.- Ces affinités sont réelles. Quant à savoir si la droite, comme vous dites, tire un meilleur usage du pouvoir que la gauche... je n'ai pas l'impression que la démonstration soit faite.

- QUESTION.- Est-ce que le mur de l'argent existe ?

- LE PRESIDENT.- Toutes choses étant égales, oui. Dans une démocratie tout pouvoir qui n'est pas issu du suffrage populaire, directement ou indirectement, représente un grave danger pour elle. Un danger majeur.

- QUESTION.- Vous aviez pensé que les gros possédants saboteraient l'économie ?

- LE PRESIDENT.- Saboter ? Ils ne pouvaient pas saboter. S'ils l'avaient fait, ils auraient nui à leurs propres intérêts. Nous avons plutôt eu affaire à une résistance diffuse.

- QUESTION.- Qui s'est traduite comment ?

- LE PRESIDENT.- Par des freins, des retards, des campagnes de presse, une guérilla psychologique...

- QUESTION.- Vous avez cependant obtenu de la part des entrepreneurs et des patrons une meilleure collaboration que prévue.

- LE PRESIDENT.- Pour bon nombre d'entre eux, certainement.

- QUESTION.- Vous vous rappelez pourtant ce qu'on pouvait dire en 1981 - 1982, et les tirades qu'il y avait sur ce sujet.

- LE PRESIDENT.- Peut-être ont-ils constaté que les gouvernements socialistes ont, sans se renier, donné un nouvel élan à l'esprit d'entreprise.

- QUESTION.- Ce qu'ils n'avaient pas forcément prévu ?

- LE PRESIDENT.- Personne, pour être juste, ne l'avait prévu.

- QUESTION.- Depuis que la droite est revenue aux affaires, vous avez l'impression que l'attitude

QUESTION.- Depuis que la droite est revenue aux affaires, vous avez l'impression que l'attitude des hommes d'argent, les banquiers et les patrons à votre égard est plus ouverte qu'avant ?

- LE PRESIDENT.- Peut-être un peu plus de compréhension. On en a fini avec les slogans du genre : une victoire de la gauche signifie l'arrivée des chars soviétiques sur la place de la Concorde, les églises brûlées, les châteaux mis à sac et les banques pillées. Pendant cinq ans, les Français ont vécu avec des gouvernements socialistes qui ont agi honnêtement à leur égard. Les plus riches d'entre eux se sont plaints d'avoir été imposés sur la fortune et d'avoir dû supporter une fiscalité plus lourde. Sans doute aurait-on pu moduler davantage pour les cadres. Pour les autres ce n'était que justice.\

QUESTION.- Vous avez quand même connu vers 1983 une période disons de réflexion : vous vous êtes interrogé sur l'apparition d'un consensus nouveau dans le pays, et qui n'était pas forcément prévu dans le programme socialiste...

- LE PRESIDENT.- Les recettes de gestion financière échappent ordinairement, pas toujours, à l'idéologie. Quel que soit le gouvernement en place, il vaut mieux ne pas dépenser plus qu'on ne gagne. Quel qu'il soit, il faut chercher à garder une monnaie en bonne santé. Aucun gouvernement n'a intérêt à développer l'inflation etc.. On avait l'air tout étonné naguère de voir que les socialistes tenaient compte de ces réalités-là. On disait : "C'est presque un abandon de leur part". Mais non, pas du tout. En répartissant plus équitablement la richesse nationale les socialistes ne perdaient pas de vue les équilibres économiques. En 1983 la plupart des grandes réformes promises étaient votées. La crise économique internationale durait. J'ai choisi, avec Pierre Mauroy, le meilleur moyen d'en sortir et, en attendant, de tenir.

- QUESTION.- Il y a eu partout au moins deux attitudes économiques au sein du parti socialiste en 1983 face à la rigueur.

- LE PRESIDENT.- Il y a toujours deux attitudes. Tout est dialectique dans la vie. Il y a ceux qui veulent qu'on aille plus vite et ceux qui veulent qu'on aille plus lentement. C'est la loi de l'Histoire. Cela n'a pas provoqué de ruptures. Toute société humaine connaît ce type de débat.\

QUESTION.- Pourtant toute une série des grands mots de la gauche semble avoir disparu. Prenons d'abord l'exemple du mot laïcité. On ne l'entend plus.

- LE PRESIDENT.- Si, si. Plus que vous n'avez l'air de le croire. Laïcité c'est un beau mot et beaucoup plus encore, il s'identifie à la tolérance. La laïcité de l'école a été l'une des grandes conquêtes de la liberté et reste d'actualité. L'idée de laïcité garde une vraie force d'entraînement.

- QUESTION.- Je me rappelle vous avoir vu au printemps 1984, à l'époque de la lutte pour l'école libre. Vous étiez quand même surpris par la mobilisation de ses défenseurs.

- LE PRESIDENT.- Pas tellement surpris. Cet affrontement était inscrit dans les faits à cause d'excès du genre loi Guermeur et n'était qu'un épisode dans un conflit séculaire. Le conflit a d'ailleurs été correctement résolu.

- QUESTION.- Résolu par l'abandon de...

- LE PRESIDENT.- L'abandon, non. Peut-être la connaissance plus exacte d'une réalité. Au-delà des choix spirituels ou éthiques les parents voulaient que leurs enfants disposent d'une deuxième chance. Chacun a pu mesurer l'état des forces en présence, chacun a pu comprendre que ces forces devaient se respecter mutuellement. D'où un certain répit.

- QUESTION.- Qui satisfait tout le monde ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas s'il satisfait tout le monde. L'équilibre est fragile.

- QUESTION.- Equilibre qu'on n'a plus besoin de toucher.

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant d'autres problèmes requièrent l'attention.\

QUESTION.- En ce qui concerne les nationalisations.

- LE PRESIDENT.- Elles ont été réussies.

- QUESTION.- Je ne parle pas de cela.. Que faudrait-il dire sur les nationalisations aujourd'hui ? Faudrait-il revenir sur les privatisations ?

- LE PRESIDENT.- C'est aux partis politiques de vous répondre. Je suis le Président de la République et je n'ai pas à rédiger un programme électoral.

- QUESTION.- Sur la philosophie de la chose.

- LE PRESIDENT.- C'est une façon habile de me reposer la même question. Je répète que les

nationalisations de 1981 - 1982 ont très bien réussi. Elles ont permis d'augmenter considérablement la valeur des sociétés en question. On l'a vu lorsqu'elles ont été privatisées. Quant aux privatisations elles-mêmes, il était sage et nécessaire de ralentir leur rythme ces temps derniers, ce qui a été fait. Quant à "la philosophie de la chose", pour employer votre expression, auriez-vous l'idée de dénationaliser l'armée ? Non, je pense. C'est que l'armée répond à un devoir évident, un besoin collectif. Eh bien, c'est cet intérêt collectif qui doit présider au partage entre le privé et le public dans les domaines où la question se pose. J'avais appelé cela une société d'économie mixte.

- QUESTION.- C'est plutôt une distinction de l'ordre de l'utilité publique qu'une distinction d'ordre économique.

- LE PRESIDENT.- D'ordre économique aussi. Un exemple : les restructurations qui ont été faites à Rhône-Poulenc en 1983 ont permis à l'entreprise de survivre, de regagner ses chances qui semblaient perdues.\

QUESTION.- Un autre mot qui faisait partie du paysage et qui en a étrangement disparu et sur lequel vous avez sûrement réfléchi, c'est le mot idéologie.

- LE PRESIDENT.- Je ne partage pas votre opinion, cette mode qui consiste à proclamer la mort des idéologies. Il y a autant d'idéologies aujourd'hui qu'hier. Simplement l'idéologie dominante varie. Et certains de ceux qui maudissent l'idéologie sont de foutus idéologues & ils font avaler la pilule en l'enrubannant. Ici, on a l'idéologie de ses intérêts, là, l'idéologie de ses sentiments. Au total les idées mènent le monde. En vérité, ce qui est en cause, dans le débat actuel, ce n'est pas l'idéologie, mais sa caricature, l'esprit de système, le sectarisme qui, il faut le reconnaître, fleurit abondamment chez nous, en France.

- QUESTION.- La politique ne vous semble pas manquer d'idéal aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas la vraie politique. L'idéal inspire plus de responsables qu'on ne croit. N'ayez pas le regard fixé sur les scores.

- QUESTION.- Finalement, vous êtes tombé dans une période très intéressante en France, même si elle n'apparaît pas historique...

- LE PRESIDENT.- L'histoire n'est-elle faite, selon vous que de guerres ou de cataclysmes ? Doit-on rêver d'événements payés par la mort de millions d'hommes pour s'illustrer dans l'histoire ?

- QUESTION.- Vous l'avez tout de même rencontrée, cette histoire-là ?

- LE PRESIDENT.- Oui, pendant ma jeunesse. J'avais vingt ans quand régnaient en Europe Staline, Hitler, Franco, Salazar et quelques autres. Vingt-deux à vingt-cinq ans quand a eu lieu le grand partage de l'Europe et quand se sont effondrés les empires coloniaux. Mais l'histoire du temps présent vaut la peine aussi. Elle n'est pas si paisible, si morne, non plus ! La place de l'Europe sur la planète, le fossé qui s'aggrave entre pays riches et pays pauvres, la réduction des armements, la conquête de l'espace, la connaissance de la terre, des mers, les percées foudroyantes de la biotechnologie, la protection de la nature ont de quoi nous occuper. En France, je voudrais que le savoir devienne la chose la mieux partagée, qu'on en finisse avec les exclusions, qu'on se guérisse du racisme, qu'on fasse de la recherche un objectif vraiment prioritaire, que la liberté soit comprise comme un espace ouvert, indéfiniment accessible et, tout bêtement, que le droit soit plus fort que la force, plus fort que les pouvoirs. Je rêve ? Non, c'est un chemin où vous attendent mille détours et où l'on peut se perdre. Mais il faut s'y engager.\

QUESTION.- Une des tendances importantes des années 1980, c'est la baisse électorale du PC. Je me souviens d'une discussion où vous m'aviez dit qu'il pouvait remonter à 15 %, ce qui ne paraît pas évident.

- LE PRESIDENT.- Je pense que les communistes ont, en France, un potentiel correspondant à ce pourcentage.

- QUESTION.- Encore aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Ca lui sera difficile. Le parti communiste a égaré des clefs que d'autres ont ramassées.

- QUESTION.- Vous pensez que, Juquin ou pas, ils vont rester une force.

- LE PRESIDENT.- Ils sont une force.

- QUESTION.- Vous m'aviez dit en 1984 que les communistes n'avaient pas su comment profiter des douceurs du pouvoir. Et je n'avais rien compris...

- LE PRESIDENT.- Hum ! Douceurs ! Je doute d'avoir employé ce mot. Je m'étais contenté de vous dire qu'ils avaient pris part, avec talent d'ailleurs, à la période dure du pouvoir de la gauche, au temps du gouvernement Mauroy qui a défriché, labouré, semé et qu'ils s'étaient privés, avec Fabius, d'en récolter les premiers -fruits. Rien ne s'accomplit sans patience et durée.

- QUESTION.- Expliquez-vous.

- LE PRESIDENT.- Il me semble que c'est clair. Ce sont les mesures strictes, parfois impopulaires, de Pierre Mauroy, qui ont permis le redressement que Fabius a su parfaire : baisse considérable de l'inflation, équilibre de la balance des paiements, bonne santé du franc, épanouissement de la culture, bond en avant de la recherche, progrès de la formation, record des exportations industrielles, j'en passe. Et tout cela dans la paix sociale. Il est dommage, pour eux surtout, que les communistes n'aient pas accompagné cet effort jusqu'au bout.

- QUESTION.- C'est cela que vous appelez les douceurs ?

- LE PRESIDENT.- Douceurs, non. Récompense d'un effort, oui. Même si l'opinion publique ne s'en est pas satisfaite tout de suite.

- QUESTION.- Je ne l'avais pas compris comme cela.

- LE PRESIDENT.- Quant à juger notre époque j'ajoute que je ne déteste pas la difficulté et que, de ce point de vue, j'ai été assez bien servi. Pour vous être agréable, concluons si vous voulez bien que la saveur du pouvoir est plutôt douce-amère.\

QUESTION.- Vous citiez Marx tout à l'heure. Il a, pour une part, disparu du paysage. Sa présence s'estompe même dans ses temples, en Chine ou en Union soviétique. C'est une révolution idéologique.

- LE PRESIDENT.- Cent, cent-cinquante ans, c'est selon Vico `historien italien du XVIIIème siècle`, la durée des théories qui font avancer l'esprit humain. Pourtant, plusieurs des explications majeures de Marx dureront aussi longtemps que la société industrielle.

- QUESTION.- Ecoutez, je m'amuse à vous comparer à Deng-Xiao-Ping. La gauche n'avait pas été au pouvoir pendant quelque vingt-cinq ans, mais avec vous, elle a procédé à un aggiornamento...

- LE PRESIDENT.- Elle a réfléchi. Elle a agi. Elle a appris. Et, contrairement à l'idée reçue, elle n'a pas tourné casaque.

- QUESTION.- Je ne vous dis pas ça. La gauche a quand même évolué...

- LE PRESIDENT.- Vous y revenez. Elle n'a pas évolué sur ses valeurs fondamentales.

- QUESTION.- Quelles sont aujourd'hui ses valeurs fondamentales ? La justice ?

- LE PRESIDENT.- La justice sans aucun doute et ces valeurs anciennes et toujours neuves qui se nomment liberté, égalité, fraternité.

- QUESTION.- Liberté, Egalité, Fraternité, cela n'appartient pas forcément qu'à la gauche.

- LE PRESIDENT.- Vous avez raison. Nul, dans ce domaine, ne peut se parer d'un titre de propriété. Mais la pratique est exigeante. C'est notre vie, ce sont nos actes, à chacun d'entre nous qui font preuve. La liberté, l'égalité, la fraternité, la justice n'obéissent pas qu'à de bons sentiments. Elles naissent de sociétés conçues, organisées à cette fin, d'institutions économiques et politiques où la domination, l'exploitation de l'homme par l'homme, sous leurs aspects les plus subtils, doivent céder le pas au nouvel ordre social.

- QUESTION.- Je reviens à mes mots qui ont changé de contenu. Une des questions qui mérite d'être posée concerne le mot programme. On a l'impression que ce mot a disparu. Programme...

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas à prendre position là-dessus. Je dirai seulement que l'opinion doit être appelée à choisir les thèmes et les options majeurs dont dépendra la suite des choses.\